



Termes de références

Pour le recrutement d'un(e) consultant(e) pour l'élaboration d'un outil de monitoring pour l'identification, le suivi et la documentation des différentes formes de violence basées sur le genre (VBG) en ligne

AC#004-2025

I. Introduction sur l'Organisation

ARTICLE 19 est une organisation internationale non-gouvernementale qui œuvre pour la défense de la liberté d'expression et l'accès à l'information depuis 1987, et est présente en Tunisie depuis 2012. Son nom est dérivé de l'article 19 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme « Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit »

Constituant un fondement de toute démocratie, la liberté d'expression est une condition primordiale au progrès social et à l'épanouissement individuel, d'où la mission d'ARTICLE 19 qui œuvre pour la promotion et la protection de la liberté d'opinion et d'expression dans le monde.

Le bureau MENA d'ARTICLE 19 à Tunis a été créé en mars 2012 en tant que bureau de projets puis transformé en un bureau national en 2015 et en un bureau régional qui couvre la région MENA en juin 2018. Le bureau MENA à Tunis dirige une stratégie pour promouvoir et défendre la liberté d'expression et d'information dans la région MENA en ligne avec la stratégie globale de l'organisation en s'appuyant sur une équipe basée à Tunis, à Londres et dans quelques pays prioritaires dans la région. Le bureau régional d'A19 adopte une approche multidisciplinaire et multi-acteurs en intervenant sur les niveaux politiques, juridiques et pratiques. Grâce à son expertise disponible au sein du bureau international que régional MENA et à travers un réseau d'experts dans la région, le bureau MENA d'A19 fournit des conseils et aides juridiques et techniques à ses partenaires parties prenantes de la liberté d'expression, produit des recherches, analyses légales et guides de formation et mène des actions de plaidoyer avec ses partenaires de la société civile. Le tout pour protéger et promouvoir la liberté d'expression, d'association, le droit d'accès à l'information, renforcer le pluralisme et l'indépendance des médias, la transparence et la bonne gouvernance des institutions démocratiques, ainsi que soutenir le droit à l'égalité, à la participation et la pleine jouissance de tous les autres droits fondamentaux.

II. Contexte :

La révolution numérique et l'expansion des réseaux sociaux ont offert de nouvelles opportunités d'engagement et d'expression, mais ont aussi intensifié certaines formes de violence, en



particulier envers les groupes vulnérables tels que les femmes et les filles. Les violences numériques basées sur le genre, telles que le harcèlement en ligne, la sextorsion, le doxxing, les discours haineux sexistes et la désinformation genrée, représentent une menace grandissante qui met en danger non seulement la sécurité des femmes, mais aussi leur droit à la liberté d'expression et à une participation égale dans l'espace numérique. Ces violences créent un climat de peur et de répression qui conduit souvent à l'autocensure, limitant ainsi la capacité des femmes à s'exprimer librement et à participer activement aux débats publics. Face à ces dangers, beaucoup de femmes choisissent de réduire leur activité en ligne, de fermer leurs comptes ou de se retirer complètement des plateformes, ce qui restreint leur liberté d'expression et leur droit à participer à la vie publique.

Dans le cadre de son programme Houqouq wa Moussawat II (des libertés et de l'égalité), financé par l'Agence Française de développement (AFD), ARTICLE19 MENA, en partenariat avec ERIM et la coalition ISRAR lance un programme visant à renforcer les capacités des organisations de la société civile (OSC) locales en Tunisie et au Maroc, à prévenir et lutter contre les formes de violences basées sur le genre (VBG) en ligne, menaçant la liberté d'expression des femmes et des filles.

Le programme a pour objectifs spécifiques d'améliorer les capacités des organisations de la société civile (OSC) locales en Tunisie et au Maroc pour identifier, surveiller, documenter et dénoncer les violences en ligne faites aux femmes et aux filles. Il vise également à promouvoir l'égalité et à lutter contre la discrimination par le biais de la formation et de la sensibilisation aux enjeux de la liberté d'expression genrée. Le programme vise également à renforcer les compétences des OSC pour prévenir les violences en ligne tout en soutenant la liberté d'expression et la participation active des femmes et des filles dans les espaces numériques. La réalisation desdits objectifs se fera au moyen d'un groupe d'activités, parmi lesquelles le développement d'un outil de monitoring au profit de 20 représentant.es d'OSC (10 pour chacun des deux pays cibles).

Cet outil servira d'un côté à renforcer la capacité des OSC à identifier, suivre, documenter et collecter de manière systématique les données relatives aux différentes formes de violences basées sur le genre (VBG) en ligne. Il permettra en outre de comprendre et d'analyser les différents types de violences numériques que subissent les femmes et les filles, tout en éclairant les implications de ces violences sur leur droit à la liberté d'expression et leur droit à la participation.

L'outil de monitoring devra permettre aux OSC de documenter précisément les violences numériques basées sur le genre et de produire des rapports qui serviront à sensibiliser le grand public, les autorités et les décideurs. Grâce à l'analyse des données, les OSC pourront non seulement dénoncer les violences existantes mais aussi développer des stratégies de prévention et de réponses adaptées, contribuant ainsi à un environnement numérique plus sûr pour les femmes et les filles.

III. Les composantes méthodologiques et techniques de l'étude :



L'outil de monitoring devra répondre aux exigences méthodologique et techniques suivantes :

Composantes méthodologiques de l'outil de monitoring :

1. **Identification et classification des formes de violences en ligne** : L'outil sera conçu pour aider les OSC à repérer, classer et différencier les diverses formes de violences numériques, telles que la désinformation genrée, discours de haine sexiste, sextorsion, doxxing, harcèlement en ligne, traque numérique et surveillance intrusive, partage non consenti d'images intimes.
2. **Analyse qualitative et quantitative des données** : L'outil ne doit pas se limiter à la collecte brute de données. Il permettra également d'analyser les informations recueillies sous des angles qualitatifs et quantitatifs pour en tirer des conclusions pratiques et orientées vers l'action ;
 - **Analyse quantitative** : Recueillir des données sur la fréquence, la nature et la récurrence des incidents de violences numériques. Par exemple, le nombre de cas de harcèlement signalés, leur répartition géographique, les plateformes utilisées, etc.
 - **Analyse qualitative** : Permettre une compréhension plus profonde des contextes, des motivations et des impacts des violences numériques. Cela inclut des entretiens ou des récits collectés auprès des victimes et des communautés, offrant une perspective plus nuancée des effets sur la liberté d'expression et la participation des femmes en ligne.
3. **Suivi des tendances et des évolutions** : L'outil permettra également de suivre les évolutions des VBG numériques, en identifiant les nouveaux types de violences qui émergent et les changements dans les méthodes utilisées par les agresseurs. Cela peut inclure, par exemple, la surveillance des nouvelles plateformes ou technologies utilisées pour cibler les femmes en ligne.
4. **Consolidation des données pour les rapports** : L'outil sera conçu pour faciliter la compilation des données collectées dans des rapports annuels. Ces rapports mettront en lumière les tendances observées, les défis spécifiques rencontrés par les femmes et les filles, et proposeront des recommandations pour les actions à entreprendre au niveau local, national et international.

Composantes techniques de l'outil de monitoring :

1. **Interface conviviale et accessible** : L'outil sera développé pour être facilement accessible et utilisable par les OSC ayant peu d'expérience en matière de collecte de données numériques. L'interface sera simple et adaptée à des utilisateurs non techniques, avec des instructions claires et un document d'utilisation.
2. **Formulaires de collecte de données personnalisés** : Les OSC pourront remplir des formulaires détaillant les incidents de violences numériques, en renseignant des



champs spécifiques, tels que la nature de la violence, la date, la plateforme concernée, l'identité de l'agresseur (si connue), les impacts subis, etc.

3. **Visualisation des données** : Afin de rendre les données plus compréhensibles et d'illustrer les tendances de manière claire, l'outil comprendra des options de visualisation telles que des graphiques, des diagrammes de répartition, etc.
4. **Sécurisation des données** : L'outil prendra en compte la sécurité et la confidentialité des informations sensibles recueillies, en particulier les données personnelles des victimes de violences numériques.
5. **Accessibilité et collaboration** : L'outil sera conçu pour être utilisé en ligne, avec la possibilité de partager les résultats au sein des OSC partenaires et de collaborer sur l'analyse des données.

Si un fichier Excel est choisi, concevoir un tableau de bord simple avec des colonnes adaptées à la collecte de données pertinentes (type de violence, plateforme, statut, etc.). Si un autre format est privilégié, définir les exigences de l'outil tout en veillant à la simplicité et à l'accessibilité. L'outil doit être simple à utiliser par les parties prenantes non techniques.

IV. Tâches assignées au(à) la consultant(e)

Le/a consultant/e sera appelé/e à développer l'outil de monitoring de manière à satisfaire aux composantes méthodologiques et techniques susmentionnées, comme suit :

- Mener une analyse de besoins auprès de quelques OSC marocaines et Tunisiennes, pour une meilleure compréhension des contextes locaux et des besoins spécifiques, pour ainsi adapter l'outil de monitoring en conséquence.
- Elaborer le document méthodologique de l'outil de monitoring suivant une identification et classification des formes de violence en ligne, mais également sur la base d'une approche analytique qualitative et quantitative.
Concevoir et développer l'outil de monitoring simple, adaptable et fonctionnel pour collecter, suivre et documenter les incidents de VBG.
- Mener deux sessions de formation, une en ligne et l'autre en présentiel. La durée de chaque session est d'une journée. Les sessions viseront 20 représentant.es des OSC tunisiennes et marocaines (10 pour chaque pays), afin de les familiariser avec l'utilisation de l'outil de monitoring, avec un focus sur :
 - ✓ Comment remplir les formulaires de collecte de données.
 - ✓ Comment analyser les données collectées.
 - ✓ Comment produire des rapports basés sur les informations recueillies.
- Elaborer un document d'utilisation de l'outil de monitoring
- Effectuer un testing de l'outil et un accompagnement pour s'assurer de la fonctionnalité et du bon usage de l'outil de monitoring

V. Durée de la mission et livrables



La mission s'étendra du 31 mars 2025 au 31 juillet 2025. Le nombre total de jours de travail est de 14 jours répartis comme suit :

- (4) quatre jours pour l'élaboration de la méthodologie, sur la base des composantes méthodologiques susmentionnées.
- (5) cinq jours pour la conception et le développement de l'outil de monitoring, sur la base des composantes technique susmentionnées.
- (2) deux jours pour mener des deux sessions de formation sur l'utilisation de l'outil de monitoring.
- (2) deux jours pour le testing et l'accompagnement dans l'utilisation de l'outil de monitoring
- (1) Un jour pour l'élaboration d'un guide d'utilisation

Livrables attendus :

Le(a) consultant.e est tenu de livrer :

- La méthodologie détaillée de l'outil de monitoring, dans un délai qui ne dépasse pas le 07 avril 2025
- Un premier draft de l'outil de monitoring
- Une version finalisée et validée par A19 de l'outil de monitoring
- Un guide d'un document d'utilisation de l'outil de monitoring

V. Qualifications et expériences professionnelles du/de la consultant/e

Le(a) consultant.e doit avoir les qualifications suivantes :

- Être titulaire d'un diplôme universitaire en sciences sociales, statistique, gestion de données, ou tout autre domaine pertinent lié à la collecte et à l'analyse de données.
- Avoir un minimum entre 3 à 5 ans d'expérience dans la conception, le développement et la gestion d'outils de suivi et d'analyse de données, de préférence dans le contexte des organisations de la société civile (OSC).
- Avoir une expérience solide dans la création de graphiques, diagrammes de répartition, cartes de chaleur, tableaux de bord interactifs et autres outils visuels pour la présentation des données. La maîtrise des outils comme Excel, Power BI, ou Tableau est fortement recommandée.
- Avoir une maîtrise des outils nécessaires pour le développement d'outils de monitoring (Excel, Google Sheets, VBA, Power BI, etc.), ainsi que des logiciels de gestion et d'analyse de bases de données.
- Expérience dans la formation d'utilisateurs non techniques, avec une capacité démontrée à simplifier des concepts complexes pour des publics variés. L'expérience dans la formation d'OSC ou de groupes communautaires est un atout.
- Capacités à mener des recherches, collecter des informations pour identifier les besoins et prendre connaissance d'exemples pertinents.



- Avoir de bonnes aptitudes à travailler en équipe et à communiquer efficacement avec des groupes divers, notamment des étudiants et des professionnels.
- Capacité à travailler de manière autonome tout en respectant les délais impartis, notamment pour la préparation des formations, des séances de coaching et la production des livrables.
- Être disponible pour participer à l'ensemble du programme, incluant la session de formation, de coaching et la rédaction du rapport final.

Le dossier de candidature pour la mission du consultant doit comprendre les éléments suivants :

- Curriculum vitae (CV) à jour, et qui met en évidence des qualifications et expériences pertinentes dans le développement d'outils de monitoring, la visualisation de données, la sécurisation des données sensibles, et la formation d'utilisateurs.
- Proposition méthodologique, présentant l'approche technique pour le développement de l'outil de monitoring, incluant la sécurisation des données et les aspects visuels (graphiques, tableaux de bord, etc.).
- Au moins une référence d'une mission similaire, attestant de la capacité du/de la consultant/e à mener des projets de développement d'outils de suivi et de formation.
- Un budget détaillé incluant le coût par jour pour chaque phase de la mission (élaboration de méthodologie, développement de l'outil, formation et rédaction du guide).

Les candidatures doivent être envoyées à contact.mena@article19.org au plus tard le 28 /03/2025. Le dossier complet sera évalué en fonction des critères suivants : pertinence de l'expérience, qualité de la proposition méthodologique, et adéquation avec les objectifs du programme.

Nous accuserons réception des candidatures, cependant aucune autre communication ne sera effectuée sauf avec les candidat.es sélectionné.es.